

(Introduction)

À l'occasion de la 179ème session de la Diète, je voudrais vous présenter les politiques du gouvernement japonais.

Les régions qui ont commencé à se reconstruire suite au grand tremblement de terre qui a frappé l'est du Japon, les villages agricoles et pêcheurs japonais démontrant leur volonté pour la réforme, les communautés qui abritent de petites et moyennes entreprises confrontées à une hausse du yen historique et les marchés financiers internationaux secoués par la tempête économique née en Europe : tous, en ce moment, questionnent la volonté et la capacité des hommes politiques à faire face.

Les défis que doit relever la Diète sont évidents. Afin d'accélérer de façon significative la reconstruction des régions sinistrées, la résolution de l'accident nucléaire, mais aussi la reconstruction de l'économie japonaise, nous devons adopter et appliquer le plus rapidement possible le troisième budget rectificatif et les lois qui y sont liées. Telle est la mission que les partis de la coalition au pouvoir et les autres partis et groupes parlementaires doivent mener à bien ensemble. N'est-ce pas le moment de prendre nos responsabilités

envers les Japonais d'aujourd'hui qui font leur possible au quotidien dans l'adversité, mais aussi envers les Japonais de demain à qui nous allons léguer le futur de notre pays.

Le Japon tout entier frémit du désir de venir en aide à ceux qui traversent des moments difficiles. Les sinistrés ont organisé eux-mêmes la distribution de matériel de secours et se sont soutenus mutuellement dans les refuges. D'autre part, près de 800 000 bénévoles ont pris part à des activités de soutien depuis le début de la crise, et plus de 300 milliards de yens de dons ont été récoltés. Le désir d'aider son prochain dans les temps difficiles est l'une des caractéristiques de l'esprit japonais dont nous pouvons nous honorer.

Mais il nous faudra plus que de cet esprit pour reconstruire les régions touchées par un désastre sismique sans précédent et remettre l'économie japonaise sur pied. D'après les estimations, nous aurons besoin de 20 billions de yens sur les 5 prochaines années pour que les habitants de ces régions retrouvent des villes et une vie normales et pour mettre la reconstruction sur la bonne voie. Seule une décision de la Diète peut permettre de débloquer une somme aussi colossale.

Seuls les membres de la diète, en tant que représentants du peuple japonais, peuvent prendre une telle décision. Le temps n'est-il pas venu de formuler des propositions à partir des débats que nous avons menés, de nous atteler ensemble cette tâche colossale pour le bien de l'État et du peuple japonais ?

(Pour une véritable accélération de la reconstruction des régions sinistrées)

Le site historique d'Hiraizumi, classé au patrimoine mondial de l'Unesco, est apparu à la fin de l'époque Heian, lors de la reconstruction de la région du Tohoku qui avait été ravagée par des années de guerre. La destruction des villes de Kawagoe et de Takaoka par le feu à l'époque Meiji a poussé leurs habitants à concevoir des bâtiments plus résistants au feu connus sous le nom de *kurazukuri*, léguant un paysage urbain plein de charme aux générations suivantes. Les décombres du grand tremblement de terre du Kanto ont servi à construire le polder sur lequel se trouve le parc Yamashita, haut lieu de la ville de Yokohama. Confrontés aux ravages de la guerre et des catastrophes naturelles, nos prédécesseurs se sont tournés vers l'avenir. Ils ont planté les "graines de l'espoir" et en ont récolté les fruits. Le grand tremblement de terre du Tohoku n'échappe pas à cette règle.

Nous devons tout d'abord apporter un véritable soutien financier aux collectivités locales des régions sinistrées qui enchaînent les consultations en tête à tête avec la population et travaillent avec acharnement pour mettre sur pied leurs propres projets de reconstruction. Suivant le principe des réformes visant à augmenter la souveraineté des régions, nous allons créer des subventions facilement accessibles aux collectivités locales des régions sinistrées, mais aussi soutenir leurs initiatives indépendantes et nous assurer, à travers divers programmes de subventions, qu'elles n'aient pas à en supporter les coûts.

Nombreux sont les sinistrés qui ont été déplacés dans des logements provisoires qui ont peur de ne pas retrouver de travail. Nous allons les soutenir pour qu'ils puissent reprendre une vie normale, en remettant en parfait état les infrastructures telles que les routes et les ports, et en renforçant les mesures de soutien pour l'emploi, notamment à travers l'augmentation des fonds pour la création d'emplois et des subventions pour les petites et moyennes entreprises. D'autre part, nous allons faire notre possible pour ranimer l'agriculture, la sylviculture et la pêche dans les régions sinistrées, qui entretiennent un rapport fort avec la terre et la mer. Il nous faudra dessaler les terres agricoles qui ont été submergées par le tsunami et leur rendre leurs bateaux de pêche et leurs parcs d'élevage.

Nous ne devons pas laisser les règles inflexibles du gouvernement central mettre en péril les projets de reconstruction. Nous allons établir des zones de reconstruction prioritaire où les règles seront largement assouplies et où la fiscalité sera adaptée en vue d'accélérer la reconstruction, Nous allons soutenir du point de vue institutionnel la création de régions modèles extrêmement dynamiques en tirant profit de leur expérience de la catastrophe. Nous allons en outre attirer de nouveaux investissements des entreprises japonaises et étrangères dans ces "zones de reconstruction prioritaire" en mettant en place des mesures sans précédent, telles que la suppression de l'impôt sur les revenus des personnes juridiques pendant une période de cinq ans.

Nous allons établir une Agence pour la reconstruction qui centralisera toutes les demandes, avec des bureaux dans toutes les régions sinistrées. Cette agence aura une forte autonomie en matière de coordination et d'exécution, surmontant les coutumes administratives de Kasumigaseki. Elle bénéficiera à la fois d'une grande proximité avec les régions sinistrées et d'une capacité inédite à appliquer ses décisions pour établir un lien fort entre le gouvernement et les régions sinistrées.

De plus, nous allons tirer les leçons de ce grand tremblement de terre pour renforcer la résistance aux catastrophes naturelles non seulement des régions sinistrées, mais également de tous le pays. Nous allons commencer par élaborer un projet de loi pour mieux préparer les régions face aux tsunamis.

(Mettre fin à l'accident nucléaire le plus tôt possible)

La renaissance du Japon passe par la renaissance de Fukushima. Je répète de nombreuses fois cette phrase qui exprime à la fois mon désir et ma ferme résolution. Afin de mettre un terme à l'accident nucléaire le plus rapidement possible, le Japon a décidé de tout mettre en oeuvre pour achever les différentes phases dans les délais annoncés, à commencer par l'arrêt à froid des réacteurs avant la fin de l'année.

Le volume de radiations libérées a déjà été largement réduit depuis le début de l'accident, et la zone de préparation à l'évacuation en cas d'urgence n'est plus d'actualité. Cependant, nous devons continuer à nous battre jusqu'à ce que les riverains de la centrale puissent rentrer chez eux sans danger et reprendre une vie normale.

"J'aimerais pouvoir jouer à chat et courir en relais"

"J'aimerais aller ramasser des noix et de belles feuilles d'arbre avec mes amis"

Je n'arrive pas à oublier les paroles des élèves de maternelle de Fukushima, leur insouciance, leur rire où manquent les dents de devant.

Il est urgent de poursuivre systématiquement la décontamination dans toutes les régions, non seulement dans les lieux et espaces publics mais également chez les habitants. Le gouvernement tout entier va faire son possible pour rassurer les riverains et l'ensemble des citoyens japonais en créant une structure dédiée et en prenant la responsabilité de l'analyse de la situation et des opérations de décontamination à grande échelle.

De plus, nous allons créer un fond indépendant pour la revitalisation de Fukushima et promouvoir de nouvelles initiatives aux côtés des communautés locales, comme la création d'un centre médical international.

L'objectif de ce troisième budget rectificatif n'est-il pas de rendre aux jeunes de Fukushima un avenir où vivre dans la région qui les a vus naître ne serait pas qu'un rêve ?

Le gouvernement communiquera toutes les informations qu'il détient sur la dispersion des matières radioactives et les conséquences pour la santé. N'est-ce pas à nous, politiciens, de montrer l'exemple pour encourager le public à se comporter de façon réfléchie, afin que la reconstruction des régions sinistrées ne soit pas entravée par des rumeurs sans fondement ?

(Reconstruire l'économie japonaise)

La crise de la fuite des industries continue, encouragée par une hausse historique du cours du yen. Si les grandes entreprises partent à l'étranger, les petites et moyennes entreprises qui travaillent avec elles seront obligées de les suivre, et nous perdrons de nombreux emplois japonais qui devraient rester dans le pays. Tout en reposant sur les récentes "mesures globales contre la hausse du yen", nous prendrons toutes les mesures nécessaires, y compris des mesures à l'encontre de la hausse du yen, avec l'aide de la Banque du Japon pour éviter que cela ne se produise,

Afin de mettre fin à la fuite des industries, nous allons créer des subventions assorties de conditions d'implantation pour un montant de 500 milliards de yens, soit trois fois plus que le montant total alloué jusqu'à

présent. De plus, nous allons créer des subventions pour encourager les économies d'énergie et la protection de l'environnement, qui feront naître une demande pour des technologies de pointe et permettront de renforcer à terme l'expertise japonaise en matière d'environnement et d'énergie. Nous assouplirons les critères d'attribution des subventions pour l'ajustement de l'emploi à l'intention des entreprises qui tentent de s'en sortir malgré la hausse du cours du yen, et nous prendrons des mesures reposant principalement sur un élargissement de l'aide financière pour un montant total d'environ 700 milliards de yens afin d'aider les petites et moyennes entreprises.

En adoptant le troisième budget rectificatif, notre objectif n'est-il pas de redonner l'espoir aux chefs d'entreprise qui serrent les dents pour garder la production au Japon malgré les pressions qui poussent à la délocalisation, et de rassurer les travailleurs qui soutiennent les entreprises où ils travaillent ?

(Pour une reconstruction responsable)

Le troisième budget rectificatif prévoit des dépenses annuelles d'un montant supérieur à 12 billions de yens, comprenant les mesures d'aide citées précédemment et les mesures concernant le problème de

l'hépatite B pour lequel nous venons de parvenir à un accord comprises. Nous devons trouver les ressources financières nécessaires à sa mise en œuvre.

Avant tout, nous devons être déterminés à réduire les dépenses de l'ensemble du gouvernement et à trouver des sources de financement alternatives aux seuls impôts.

Afin de réduire davantage les coûts salariaux de l'État, nous avons soumis à la Diète une proposition visant à réduire le salaire des fonctionnaires d'environ 8 %, qui doit être adoptée aussi rapidement que possible. Nous avons également commencé à revoir radicalement la question du logement des fonctionnaires, à commencer par le problème d'Asaka. Le Conseil de réforme de l'administration ne se contentera pas de s'attaquer aux racines du gaspillage et des dysfonctionnements de l'administration. Il fera 'la revue des politiques en vue de présenter des propositions' sur les politiques et les institutions du point de vue du public.

Une fois la proposition de loi sur la réforme postale adoptée, nous vendrons les actifs du gouvernement qui peuvent l'être, notamment nos actions de la Poste du Japon et de Japan Tobacco, afin de réunir un maximum de fonds en plus des impôts.

Les réformes de la souveraineté régionale sont importantes en ce qu'elles permettent aux régions de prendre elles-mêmes certaines décisions les concernant tout en contribuant à réduire les dépenses inutiles au niveau national. En concertation avec les régions, nous mènerons des réformes visant à permettre le regroupement des subventions et la suppression des agences ministérielles en province. De plus, nous nous efforcerons de faire approuver la proposition de loi sur la réforme de la fonction publique, afin d'améliorer l'efficacité et la qualité des services administratifs.

Les politiciens eux-mêmes doivent faire des efforts. Issai Sato, un confucianiste de l'époque Edo, a dit : "Traitez les autres comme le fait la brise de printemps, et traitez vous-mêmes comme le font les gelées d'automne". Les hommes politiques qui représentent le peuple et tous ceux qui travaillent pour le gouvernement se doivent d'être aussi stricts envers eux-mêmes que les gelées d'automne. Les ministres, vice-ministres, vice-ministres parlementaires et moi-même avons décidé de nous-mêmes de renoncer à une partie de notre salaire sans attendre que la proposition de loi sur la baisse des salaires des fonctionnaires soit adoptée. De plus, je compte sur la majorité et sur l'opposition pour proposer des mesures, pendant

l'actuelle session parlementaire, pour rectifier les différences de poids entre votes, ce qui est un inconstitutionnel, et pour débattre de la réduction du nombre de membres de la Diète et du système électoral.

D'autre part, nous allons emprunter la "voie des augmentations de revenus" à travers la croissance économique.

Depuis des temps immémoriaux, les grands hommes qui ont accompli des réformes des finances ont pris des mesures inventives qui ont permis d'augmenter le revenu des impôts en encourageant l'industrie. Avec le déclin de la population japonaise, aucune mesure miracle ne peut permettre de doubler la croissance et le revenu des impôts en l'espace de quelques années. Nous ne pouvons que nous attacher à résoudre un à un les problèmes qui font stagner l'économie japonaise depuis longtemps, et après avoir surmonté la crise qui se trouve devant nous, bien réfléchir au chemin que doit prendre le Japon et l'emprunter.

La première action du gouvernement sera de prendre ses responsabilités pour que les "politiques de base et plan d'action pour le renouveau de la nourriture, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon", qui ont déjà été adoptées, soient rigoureusement appliquées. L'objectif est de permettre aux acteurs de

l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui sont responsables devant les générations futures, de prendre les mesures qui s'imposent pour permettre le renouveau de ces industries, qui pourraient bien devenir les moteurs de la croissance au XXI^e siècle.

Le nouveau "Conseil pour la stratégie nationale" aura pour mission d'élaborer une stratégie de base pour la revitalisation du Japon avant la fin de l'année, et de promouvoir davantage la création de nouvelles industries et les initiatives visant à attirer le potentiel de croissance dans le monde. Il élaborera également une vision nationale à moyen terme, notamment en proposant un modèle de production d'énergie qui rassure la population en réduisant au maximum notre dépendance vis-à-vis du nucléaire, des contre-mesures pour faire face au réchauffement climatique et des mesures pour repousser les frontières de la science. Nous mettrons en oeuvre cette vision tout en reposant sur les connaissances combinées de l'industrie, du secteur public et de la recherche.

Okinawa a le potentiel pour devenir la porte de la région en pleine croissance qu'est l'Asie. Nous allons mettre la touche finale au plan de promotion qui arrive à expiration à la fin de l'année, et créer une subvention globale aux applications très libres dans le cadre de nouvelles mesures de promotion.

De plus, nous allons introduire la "voie de la réforme des recettes annuelles" pour compenser les ressources que la "voie de la réduction des dépenses annuelles" et la "voie de l'augmentation des recettes" n'auront pas permis de réunir. Dans le cadre de la proposition sur les ressources pour la reconstruction, nous allons demander aux citoyens de prendre en charge une partie des coûts à travers une augmentation temporaire des impôts de base que sont l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les revenus des personnes juridiques et les impôts locaux.

Cette augmentation est justifiée par la situation critique des finances nationales.

Nous nous trouvons dans une situation historique où la "confiance en l'État" est remise en question à cause des marchés financiers mondiaux. Nous ne pouvons pas ignorer la crise qui s'étend en Europe. Chaque enfant japonais qui naît aujourd'hui est déjà endetté à hauteur de plus de 7 millions de yens. Si la population active actuelle continue de baisser, le montant de la dette par individu ne peut qu'augmenter. Nous ne pouvons pas continuer à ignorer cette situation.

N'est-ce pas notre devoir que de protéger la "confiance en l'État" en prenant les mesures nécessaires pour assurer les moyens de la reconstruction, afin de réduire un peu le fardeau des générations futures ?

(Pour une diplomatie efficace et pour garantir la sécurité)

Lors de la dernière assemblée générale des Nations Unies, j'ai exprimé la détermination du Japon à remercier le monde pour l'aide qu'il nous a apportée après le grand tremblement de terre en contribuant à construire un meilleur avenir pour l'humanité. Nous saurons tenir nos promesses.

Nous allons tout d'abord apporter l'aide nécessaire aux pays qui sont touchés par des catastrophes naturelles, comme la Thaïlande qui est submergée par des inondations de grande ampleur et la Turquie où de nombreuses personnes ont perdu la vie dans un tremblement de terre. Nous apporterons également une aide concrète pour les réformes et la démocratisation des pays de Moyen Orient et d'Afrique du Nord où se déroulent les grands changements connus sous le nom de "Printemps Arabe", notamment sous la forme de prêts d'un montant total d'environ 1 milliard de dollars. Nous prendront également rapidement une décision concernant l'envoi d'une unité d'ingénieurs des troupes d'autodéfense japonaises pour soutenir les

opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Sud Soudan, en fonction des résultats de l'enquête menée sur place jusqu'à présent.

Les relations entre les pays se tissent à travers une accumulation de relations entre individus. J'ai déjà eu l'occasion de rencontrer le Président Obama et les dirigeants des principaux pays étrangers lors de l'assemblée générale des Nations Unies et de partager mes convictions d'homme politique avec le Président Lee Myung-bak lors de ma visite en République de Corée. Je pense que c'est un bon départ pour lier des relations personnelles avec les chefs d'États étrangers.

L'automne est la saison de la diplomatie. Au cours du prochain G20, j'offrirai la contribution du Japon pour endiguer l'avancée de la crise économique née en Europe. Lors du sommet de l'APEC aux États-Unis, nous prendrons de nouveaux pas pour la réalisation des idéaux de la "Vision de Yokohama" dessinant l'avenir de la région Asie-Pacifique, et nous nous servirons de ces résultats pour renforcer les relations entre le Japon et les États-Unis. Nous participerons également à des réunions avec les pays de l'ASEAN, où nous débattons des manières de renforcer nos relations pour construire ensemble un futur prospère et stable pour l'Asie.

Nous allons promouvoir de manière stratégique et diversifiée des partenariats économiques de haut niveau avec un nombre croissant de pays. Lors de la récente conférence au sommet entre le Japon et la République de Corée, nous avons décidé d'accélérer les pourparlers en vue de conclure un partenariat économique. Nous allons également poursuivre les négociations avec l'Australie, et faire notre possible pour entamer rapidement des négociations avec l'Union Européenne d'une part, et avec la Chine et la Corée d'autre part. Nous allons continuer à débattre sérieusement de notre participation aux négociations sur le partenariat transpacifique (TPP) et annoncerons notre décision dès que possible.

Au sujet de la question du déplacement de l'aéroport de Futenma, mon cabinet cherchera à réduire le fardeau des habitants d'Okinawa tout en respectant les accords passés avec les États-Unis. Tout en écoutant attentivement l'opinion des habitants d'Okinawa, leur fournissant des explications sincères et en cherchant à obtenir leur assentiment, nous ferons notre possible pour obtenir le déplacement de l'aéroport de Futenma.

Il y a quelques temps, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les familles de kidnappés de Pyongyang, et cette rencontre a renforcé l'une de mes convictions : la tâche la plus importante du gouvernement est de

protéger la vie et les biens de ses habitants, et la souveraineté du Japon. Je promets que le gouvernement dans son ensemble fera tout ce qu'il peut pour que tous les kidnappés puissent rentrer au Japon le plus rapidement possible. De plus, nous prendrons les mesures nécessaires pour être prêts en cas de nouvelle crise, qu'elle soit d'origine naturelle ou qu'il s'agisse de menaces terroristes ou de cyber-attaques.

(Conclusion : pour faire naître l'espoir)

Le troisième budget rectificatif et les lois qui y sont liées sont un grand pas sur le chemin qui mène à un Japon tourné vers l'avenir, un Japon qui essaie de se redresser après avoir été frappé par un terrible tremblement de terre.

« Quand je parle de mon bonheur, mes mots se changent en fleurs. Je vais semer les graines que je porte dans mon cœur.

De toutes petites graines, cultivées avec toi, donneront des fleurs d'une toute autre grandeur. »

Ces vers sont tirés d'un poème écrit après la catastrophe par une jeune poète de Sendai, Katsura Ogoe, et ont été chantés par une chorale dans les régions sinistrées. Handicapée, Mademoiselle Ogoe a également

perdu l'usage de la voix et est clouée au lit. Elle dit avoir appris à communiquer par le biais de sa plume à l'âge de treize ans. Dix ans plus tard, elle soutient les régions touchées avec ses poèmes.

Je pense que n'importe qui, quelles que soient les circonstances, peut avoir de l'espoir et en donner aux autres.

Semons les "graines de l'espoir", et prenons soin tous ensemble des "pousses d'espoir" qui naissent dans les régions sinistrées. Elles donneront naissances aux "fleurs de l'espoir", qui viendront à leur tour réchauffer le cœur de tout le Japon.

Chers membres de la coalition au pouvoir, chers membres du nouveau parti du peuple, chers membres de la Diète, le moment n'est-il pas venu de prouver tous ensemble, en tant que représentants du peuple japonais, notre volonté de faire naître les fleurs de l'espoir et notre capacité à y parvenir ?

Je suis prêt à prendre les mesures nécessaires, à faire sincèrement tout mon possible, pour sortir le pays de cette crise. Je suis prêt à labourer le sol jour après jour, couvert de sueur et de boue, pour que le peuple japonais puisse faire fleurir les "fleurs de l'espoir".

Je voudrais clore ce discours en demandant une fois de plus la compréhension et la coopération de tous les membres de la Diète et du peuple japonais.